

avant la Conférence, à employer dans sa correspondance avec Taïpeh l'expression "Gouvernement de Formose" plutôt que celle de "Gouvernement de la République de Chine". C'est cette société qui, au nom de la Commission permanente, avait fait les invitations à la Conférence. Ni elle ni la Commission n'ayant formulé l'invitation au gré des autorités de Taïpeh, celles-ci firent savoir la veille de la réunion qu'elles n'enverraient pas de représentants. La délégation du Gouvernement américain, appuyée par quelques autres, notamment par celle du Canada, pria la Commission permanente, dès l'ouverture de la Conférence, d'adresser à Taïpeh une invitation rédigée dans les termes qui convenaient. Le président de la Commission permanente, M. François-Poncet (France), envoya donc une dépêche au "Gouvernement de la République de Chine" pour lui rappeler que la Conférence commençait. Monsieur François-Poncet n'avait pas ajouté à sa signature du câblogramme son titre de président de la Commission, mais sur la foi du message Taïpeh décida d'envoyer aussitôt des représentants à la Nouvelle-Delhi. Les délégations de la Chine communiste dénoncèrent violemment le geste de M. François-Poncet et proposèrent que les représentants de la Chine nationaliste fussent exclus de la Conférence. Le chef de la délégation du Gouvernement américain présenta alors une résolution tendant à admettre les délégués de la Chine nationaliste à titre de représentants de la "République de Chine". Cette résolution parut inacceptable à la Société indienne de la Croix-Rouge. Le chef de sa délégation la qualifia de discourtoise pour la société qui avait organisé la réunion. Cette question imprévue menaçait tout à coup le succès de la Conférence. L'assemblée se détendit lorsque le chef de la délégation du Gouvernement américain consentit à ce que sa résolution fût renvoyée à la fin de l'ordre du jour. Cette résolution fut finalement adoptée, au scrutin secret, par 62 voix contre 44, et 16 abstentions. Le résultat du vote détermina le départ des délégations communistes. La présidente, la princesse Amrit Kaur, résigna alors ses fonctions, qu'elle avait de nouveau confiées à M. MacAulay à la séance finale, et quitta la salle en compagnie des autres membres de la Société indienne de la Croix-Rouge. Les délégations de la Chine communiste et de la Croix-Rouge indienne s'étant retirées, les chefs des délégations de l'URSS déclarèrent qu'il fallait tenir pour terminés les travaux de la Conférence, puisque la présidente était partie. Celle-ci avait été remplacée cependant par le prince de Mérode, président de la Croix-Rouge belge. Mise aux voix, la proposition soviétique fut rejetée. Alors les délégations communistes, ainsi que celles d'Indonésie, de Syrie et d'Égypte, annoncèrent leur départ. L'admission de la délégation de Taïpeh, devant laquelle fut placée l'indication "République de Chine", précéda de quelques minutes seulement la rupture. Heureusement, la tempête s'était apaisée le lendemain, lorsque les représentants des Sociétés américaine, soviétique et indienne de la Croix-Rouge se rencontrèrent à la Commission permanente. Si les parties au conflit pouvaient se retrouver si tôt, il était permis d'espérer que les départs brusqués de la veille prendraient figure de simples incidents, en ce qui avait trait à la collaboration est-ouest au sein de la Croix-Rouge internationale.

Accueil de l'Inde

La rupture de la Conférence a été tout particulièrement désagréable pour la Société indienne de la Croix-Rouge et pour le Gouvernement indien, qui ne s'étaient épargné ni efforts ni dépenses pour bien accueillir les délégations. Le président de l'Inde, M. Prasad, et le premier ministre, M. Nehru, ont prononcé des discours émouvants à l'ouverture de la Conférence. La nouvelle et magnifique salle de conférences de la Nouvelle-Delhi a fourni un décor idéal pour les